



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/251

Arrêté du 30 mars 2023

**portant prescriptions complémentaires à la société PEUGEOT - CITROËN MULHOUSE SNC,
au titre du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement pour l'exploitation
d'un atelier PEINTURE, à SAUSHEIM et RIXHEIM**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R.512-46-22 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la circulaire du 17 décembre 1998 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 17 août 1998) ;

VU la circulaire du 09 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation

VU l'arrêté préfectoral n°02-3024 du 23 octobre 2002, portant autorisation d'exploiter au titre du Titre 1er du Livre V de Code de l'Environnement, la société PEUGOET CITROËN MULHOUSE SNC à SAUSHEIM et RIXHEIM d'exploiter une usine de peinture ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014023-0012 du 23 janvier 2014 relatif à l'exploitation de l'atelier « Peinture » ;

VU les divers dossiers de demande d'autorisation et de modification associés aux installa-

tions du bâtiment SA44 (UPM2000) dans le cadre de l'exploitation de son unité de peinture, et notamment :

- le dossier transmis le 20 juillet 2015, informant des modifications réalisées sur l'unité de traitement de surface de l'atelier peinture,
- le dossier transmis le 7 avril 2016, informant des modifications réalisées sur l'unité peinture avec notamment l'arrêt des lignes d'apprêts poudres et d'étanchéité au profit d'une technologie de laquage PPC, et de la mise en œuvre d'un mono-flux sur les lignes d'application,
- le dossier transmis le 17 juin 2022, concernant la demande de modification de l'incinérateur cataphorèse en vue de réduire les impacts de la ligne de cataphorèse,
- l'actualisation des éléments de dossier de demande de modification de l'atelier peinture précité, transmis par l'exploitant par courrier électronique du 2 décembre 2022 ;

VU les rapports de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, des 18 mars et 8 juillet 2016 relatifs respectivement aux courriers de l'exploitant des 20 juillet 2015 et 7 avril 2016 susvisés ;

VU l'étude de réduction des émissions NOx et consommation énergétique transmise par l'exploitant le 10 mai 2016 ;

VU le courrier de l'exploitant du 21 octobre 2020 concernant l'évolution de la rubrique n°2925 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 25 mars 2022 relatif à la visite d'inspection réalisée le 2 novembre 2021 sur l'unité Peinture ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 13 janvier 2023 relatif à la visite d'inspection réalisée le 13 décembre 2022 sur l'unité Peinture ;

VU la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral en date du 15 mars 2023 ;

VU la réponse apportée au projet d'arrêté apporté par l'exploitant au travers de son courrier du 17 mars 2023 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 27 mars 2023 ;

CONSIDERANT que la société PSA AUTOMOBILES S.A exploite un pôle Peinture concourant à la fabrication de véhicules automobiles soumise à autorisation et réglementée par les arrêtés d'autorisation sus-visés ;

CONSIDERANT que l'activité de l'unité Peinture est constituée d'installations soumises au régime de l'autorisation, de l'enregistrement, de la déclaration et non classées, et qu'il convient de réglementer ces installations sur la base des précédentes autorisations accordées, des dispositions des arrêtés ministériels applicables et des derniers dossiers techniques transmis par l'exploitant relatifs aux activités de l'unité Peinture,

CONSIDERANT que bien que jugées non substantielles les modifications réalisées par l'exploitant et décrites dans ses dossiers des 20 juillet 2015 et 7 avril 2016 susvisés et complétés le 2 décembre 2022, nécessitent une reprise des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 susvisé compte tenu notamment :

- des modifications notables intervenues sur les émissaires de rejets atmosphériques des installations,
- de la suppression de ligne complète de procédé industriel (étanchéité, laque C, et apprêts poudre) dont certaines étaient antérieurement spécifiquement réglementées,
- de l'actualisation des rubriques ICPE de l'unité peinture, à acter au titre des principes de l'article R.513-1 du code de l'environnement concernant les déclarations effectuées par l'exploitant, d'exploiter des ICPE au bénéfice des droits acquis ;

CONSIDERANT que les émissions en Composés Organiques du site et plus particulièrement celle des ateliers de l'unité peinture possèdent depuis au moins 2014 des émissions excédant le seuil de 10 kg/h fixé par l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, imposant une surveillance en continu à l'émission des rejets en COV des installations, que ces installations n'ont jamais fait l'objet de ce type de surveillance et qu'il convient d'acter cette obligation ;

CONSIDERANT par ailleurs que la circulaire du 17 décembre 1998 susvisée prévoit que pour l'application de l'article 59 précité, il est possible d'adapter la contrainte de surveillance en continu (elle peut ainsi être adaptée sous la forme de bilan journalier, voire des mesures allégées pour les émissaires faiblement émetteurs). En revanche pour le suivi des émissaires associés aux oxydateurs thermiques la mise en œuvre d'un dispositif de mesure en continu (amont et aval) est requis, les autres émissaires pourront faire l'objet d'une surveillance allégée, afin d'assurer un suivi satisfaisant du bon fonctionnement de ces installations ;

CONSIDERANT par ailleurs qu'au vu des éléments présentés dans son dossier de demande de modification de l'oxydateur thermique de la ligne cataphorèse, il apparaît pertinent de prescrire par voie d'arrêté préfectoral la mise à jour de l'étude des impacts environnementaux (sur les volets sanitaires et qualité de l'air afin in-fine de pouvoir fixer des flux horaire et/ou annuel en polluant (notamment pour le paramètre COV) permettant de maintenir la préservation de la santé des tiers et la qualité de l'atmosphère ;

CONSIDERANT qu'à l'éclairage des éléments transmis par l'exploitant le 17/03/2023 dans le cadre de la phase contradictoire déclenchée par courrier préfectoral du 15/03/2023, il y a lieu de considérer que le projet de l'exploitant consiste en l'arrêt de l'installation d'oxydation thermique de la ligne cataphorèse (compte tenu notamment des températures de fonctionnement prévues incompatibles avec la dégradation des COV introduit) et à la mise en œuvre en lieu et place d'un équipement générateur de chaleur soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 août 2018 susvisé,

CONSIDERANT par conséquent qu'au vu des éléments présentés dans son dossier de demande de modification de l'oxydateur thermique de la ligne cataphorèse, il n'apparaît plus pertinent de réglementer les émissions de l'installation modifiée comme une unité de traitement par oxydation tel que prévu par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, mais comme une installation de combustion soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

CONSIDERANT que les installations de combustion du site, dont relève désormais le générateur de chaleur de la ligne de cataphorèse, sont à la fois réglementées par les dispositions ministérielles des arrêtés des 3 août 2018 relatifs aux installations de combustion

de puissance thermique nominale totale inférieure et supérieure à 50 MW soumises à autorisation, et par les dispositions de l'arrêté préfectoral N° 2013220-0007 du 08 août 2013 portant prescriptions complémentaires à la Société PSA PEUGEOT CITROEN MULHOUSE SNC pour les installations de combustion se trouvant sur le site de production de véhicules automobiles situé sur le territoire des communes de SAUSHEIM et de RIXHEIM ;

CONSIDERANT par conséquent qu'il n'y a pas lieu de réglementer les émissions du générateur de chaleur créée par la modification introduite par l'exploitant dans le présent acte ;

CONSIDERANT qu'au terme de l'examen des dossiers d'information susvisé, et suite aux constats réalisés sur site formalisés dans les rapports d'inspection susvisés, il convient à la fois de supprimer des dispositions qui ne s'avèrent plus applicables en matière de maîtrise des risques (liés aux lignes d'apprêts poudres notamment), ou de modifier certaines dispositions inadaptées (notamment celles en lien avec l'usage d'équipement mettant en œuvre du gaz naturel au sein des installations) et in fine de demander la mise à jour de l'étude de dangers des installations de l'unité peinture les fiches rédigées dans la version de 2014 n'étant plus à jour avec les installations telles qu'exploitées aujourd'hui ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 - OBJET

La société Peugeot Citroën Mulhouse SNC, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé route de Chalampé, Île Napoléon, 68100 Mulhouse, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations route de Chalampé - BP 1403 - 68390 SAUSHEIM.

Article 2 – MODIFICATION ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 23 janvier 2014	Article 1	remplacée par l'article 3
	Article 2	remplacée par l'article 4
	Article 4.2	remplacée par l'article 5
	Article 6.2	remplacée par l'article 6
	Article 6.4	remplacée par l'article 7
	Article 6.5	remplacée par l'article 8
	Article 8	remplacée par l'article 10

	Article 12.3	remplacée par l'article 11
	Article 14.5	remplacée par l'article 12
	Article 17	remplacée par l'article 13
	Article 18	remplacée par l'article 14
	Article 19	remplacée par l'article 15

Article 3 – CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« Le présent arrêté définit les conditions d'aménagement et d'exploitation de l'atelier Peinture dénommé UPM 2000 (bâtiment SA 44) de l'usine de Sausheim et Rixheim de la société Peugeot Citroën Mulhouse SNC (siège social : route de Chalampé, île Napoléon, 68100 Mulhouse).

Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions réglementant spécifiquement les installations classées situés dans cet atelier des arrêtés préfectoraux antérieurs. Ces prescriptions spécifiques antérieures sont ici abrogées. Notamment les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2014023-0012 du 23 janvier 2014 sont abrogées par le présent acte.

L'unité Peinture du site comprend notamment les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Nature des activités sur site	Régime	Quantité ou puissance
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Tunnel de traitement de surface : Cuves de traitement de 380 m ³ (hors cuves de rinçage)	A	380 m ³
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kilogrammes par heure ou à 200 tonnes par an	Application de laques et vernis (liquides inflammables de 1 ^{ère} catégorie) par pulvérisation Application de peinture par « trempé » sur la ligne de cathorèse de 450 m ³ (hors cuves de rinçage)	A	550 t/an
2661.1b		Cordons d'étanchéité: - Pulvérisés - Extrudés	A	10 t/j
4331-3		Cuves souterraines: - R04 (cat 3): 15m ³ = 12,93t - R04 de secours (cat 3): 10m ³ = 8,62t - N-propanol (cat 2): 15m ³ = 12t - Purges solvantées: 98% de R04: 5m ³ = 4,31t Autres moyens de stockage: - Peinture en conteneur: 30t	DC	70 tonnes
2662.3	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieure ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³	Stockage de polymères: - PVC (produits étanchéité + anti-grav) = 80m ³ - Résines cata (pâtes + liants) = 75m ³	D	155 m ³

Régime : A = Autorisation ; DC = déclaration soumis au contrôle périodique ; D = Déclaration ; »

Article 4 – CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES- PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers produits par l'exploitant (demandes d'autorisations, notifications de modifications, étude d'incidence, étude de dangers, examen IED) en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans les divers dossiers qu'il a constitué dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Un plan du bâtiment SA44, contenant les installations exploitées listées à l'article 1 du présent arrêté dans le cadre des activités de l'atelier PEINTURE, est en annexe 1 du présent arrêté. En annexe 2 figure un plan des points de rejets aqueux et atmosphériques du bâtiment.

Les rejets et conditions d'aménagement des installations du bâtiment SA44 sont spécifiquement réglementées par les dispositions du présent arrêté. Des dispositions particulières sont reprises dans le titre IV concernant les activités à caractère spécifique de l'atelier Peinture.

Les installations de traitement de surface du bâtiment sont en outre soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées.

Les installations de traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques sont par ailleurs soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les installations relevant du régime de la déclaration respectent les dispositions du présent arrêté, et plus particulièrement les dispositions relatives à certaines installations reprises dans le titre IV.

Les installations non classées sont réalisées et exploitées dans les règles de l'art et respectent les dispositions des articles 7 et 8 en matière de prévention des pollutions des sols, des eaux souterraines, des eaux superficielles et de gestion des déchets, ainsi que les dispositions relatives à la sécurité mentionnées aux articles 11 et 12 du présent arrêté. »

Article 5 – ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

«La transmission des résultats par voie électronique sous GIDAF à l'adresse suivante: <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/> est réaliser dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas, l'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

En sus de ces transmissions, l'exploitant établit avant la fin de chaque semestre calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au titre III, du semestre encours. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier, cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 3.2 et 6.5, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Ce rapport est adressé avant le 31 du mois qui suit chacun des 2 semestres de l'année (31 janvier, 31 juillet,) à l'inspection des installations classées.

Article 6 – CONDITIONS DE REJET

Les dispositions de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains de traitement de surfaces et de cataphorèse, par les lignes d'application peinture, ainsi que par les lignes d'étanchéité sont captées et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet dans l'atmosphère en vue de respecter à minima les valeurs limites fixées à l'article 6.4.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

Les effluents gazeux sont rejetés par des cheminées dont les caractéristiques sont calculées conformément aux textes réglementaires en vigueur. Les différents émissaires de l'atelier Peinture ont été répertoriés et doivent respecter à minima les conditions suivantes :

Nature de l'installation	Émissaire associé	Référence exploitant	Hauteur de la cheminée (m)	vitesse d'éjection (m/s)
Tunnel de traitement de surface (TTS) – 3 émissaires	Extraction bains alcalins	1	20,25	/
	Extraction bains acides	2	20,25	
	Sortie TTS	3	20,25	
Cataphorèse – 4 émissaires	Etuve de séchage/incinérateur cataphorèse – Aval cheminée 1	5	22	8
	Etuve de séchage/incinérateur cataphorèse – Aval cheminée 2	6	22	
	Refroidisseur	7	22	
	Extraction sas Cataphorèse/étuve	8	20,25	
Lignes d'application laques / vernis (2 lignes : 14 émissaires en tout)	Extraction base 1 – Laque 1	9	26,3	
	Extraction base 1 – Laque 2	10	26,3	
	Extraction base 2 – Laque 1	11	26,3	
	Extraction base 2 – Laque 2	12	26,3	
	Extraction vernis – Laque 1	13	26,3	
	Extraction vernis – Laque 2	14	26,3	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 1 (cheminée 1)	16	22	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 1 (cheminée 2)	17	22	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 2 (cheminée 1)	19	22	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 2 (cheminée 2)	20	22	
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage – Laque 1	21	22	
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage – Laque 2	22	22	
	Extraction convection – laque 1	23	26,3	
	Extraction convection – laque 2	24	26,3	

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement et leurs équipements connexes (tuyauterie, extracteurs, pompes...) devront être conçues, exploitées et entretenues dans les normes en vigueur de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les unités de traitement mise en place doivent permettre d'atteindre les performances permises par l'application des meilleures techniques disponibles notamment en référence aux BREF (Best REferences) correspondant aux activités de traitement de surface et d'application peinture. L'installation ou la conservation au sein d'une unité de ces meilleures techniques disponibles doivent toujours être guidées par une gestion intégrée de la pollution en prenant en compte tous les secteurs environnementaux potentiellement impactés par les effets croisés (déchets, rejets aqueux, rejets atmosphériques, impact sanitaire, protection des sols et des nappes, efficacité énergétique...).

La chaleur des fumées du procédé d'oxydation thermique de la ligne cataphorèse font l'objet d'une récupération d'énergie. »

Article 7 – VALEURS LIMITES DE REJET

Les dispositions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normales de température et de pression (273 Kelvins et 101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations sont rapportées aux mêmes conditions normales. Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant, les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Nature de l'installation	Émissaire associé	Référence émissaire exploitant	Paramètres	Concentration (mg/Nm3)	Flux
Tunnel de traitement de surface (TTS) – 3 émissaires	Extraction bains alcalins	1	Alcalins exprimés en OH	10	205 g/h
			Ni	0,1	2,05 g/h
	Extraction bains acides	2	HF exprimés en F	2	21 g/h
			Ni	0,1	1,05 g/h
	Sortie TTS	3	Alcalins exprimés en OH	10	50 g/h
			Acidité exprimé en H	0,5	2,5 g/h
			HF exprimés en F	2	10 g/h
			NOx exprimé en NO2	200	1000 g/h
			Ni	0,1	0,5 g/h
Cataphorèse – 4 émissaires	Etuve de séchage/générateur de chaleur – Aval cheminée 1	5*	/	/	/
	Etuve de séchage/générateur de chaleur – Aval cheminée 2	6*	/	/	/
	Refroidisseur	7	COV totaux et Poussières	- Pour les COV totaux: La valeur limite d'émissions totales, exprimées en gramme de solvant par mètre carré de surface revêtue et en kilogramme de solvant émis par carrosserie d'automobile revêtue, est de 35g/m ² ou 1 kg de solvant par véhicule + 26 g/m ² . -la teneur en poussières de l'air rejeté à l'atmosphère n'exède pas 5mg/Nm ³ .	/
	Extraction sas Cataphorèse/étuve	8			
Lignes d'application laques / vernis (2 lignes ; 14 émissaires en tout)	Extraction base 1 – Laque 1	9			
	Extraction base 1 – Laque 2	10			
	Extraction base 2 – Laque 1	11			
	Extraction base 2 – Laque 2	12			
	Extraction vernis – Laque 1	13			
	Extraction vernis – Laque 2	14			
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 1 (cheminée 1)	16			
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 1 (cheminée 2)	17			
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 2 (cheminée 1)	19			
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 2 (cheminée 2)	20			
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage – Laque 1	21			
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage – Laque 2	22			
	Extraction convection – laque 1	23			
	Extraction convection – laque 2	24			

*ces émissaires et émissions sont cités pour mémoire, ils sont réglementés au travers des prescriptions rela-

tives aux installations de combustions opposables aux installations.

Pour tous les rejets listés ci dessus :

Paramètres	Concentration (mg/Nm ³) en masse de composés pour la somme des substances trouvées
Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 (substances à phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances étiquetées R40 ou R68)	2 mg/Nm ³
Substances de l'annexe III de l'arrêté du 2/2/98 (dès lors qu'elles ne présentent pas les phrases de risques ou mentions de dangers ci-dessus)	20 mg/Nm ³

Le tunnel de traitement de surface n'est pas à l'origine d'émission de tels composés.

Dans le cas particulier de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV (notamment pour les lignes laques / vernis) en sus de la valeur limite exprimée par unité de surface, dans le tableau précédent, la valeur limite d'émission en COVNM exprimée en carbone total à la sortie des unités de traitement est de 20 mg/Nm³ si le rendement est inférieur à 98%, et de 50 mg/Nm³ au delà.

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

En outre, l'exploitant respecte et s'assure du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le méthane (CH₄) et le monoxyde de carbone (CO) à la sortie de l'unité de traitement:

- NOx (en équivalent NO₂) : 130 mg/Nm³ ;
- CH₄ : 50 mg/Nm³ ;
- CO : 150 mg/Nm³.

L'exploitant détermine à l'issu de la mise à jour de étude d'incidence prévue par l'article 9 du présent arrêté la valeur limite d'émission en flux horaire et annuel à appliquer pour les paramètres soumis à une valeurs limite d'émission ci-dessus afin de garantir la préservation des intérêt de l'article L.511-1 en matière d'impact sanitaire et de qualité de l'air. »

Article 8 – CONTRÔLE DES REJETS

Les dispositions de l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

Nature de l'installation	Émissaire associé	Référence émissaire exploitant	Paramètres	Fréquence de l'auto-contrôle	Fréquence des mesures comparatives mentionnées à l'article 3.2
Tunnel de	Extraction bains alcalins	1	Alcalins expri-	Annuelle	Annuelle

traitement de surface (TTS) – 3 émissaires			més en OH		
			Ni		
	Extraction bains acides	2	HF exprimés en F	Annuelle	Annuelle
			Ni		
	Sortie TTS	3	Alcalins exprimés en OH HF exprimés en F Acidité exprimé en H NOx exprimé en NO2 Ni	Annuelle	Annuelle
Cataphorèse – 4 émissaires	Etuve de séchage/générateur de chaleur – Aval cheminée 1	5*	/	/	/
	Etuve de séchage/générateur de chaleur – Aval cheminée 1	6*	/	/	/
	Refroidisseur	7	COVNM Poussières	Semestrielle Annuelle	Annuelle
	Extraction sas Cataphorèse/étuve	8	COVNM Poussières	Semestrielle Annuelle	
Lignes d'application laques / vernis (2 lignes ; 14 émissaires en tout)	Extraction base 1 – Laque 1	9	COVNM Poussières	Continue Annuelle	
	Extraction base 1 – Laque 2	10	COVNM Poussières	Continue Annuelle	
	Extraction base 2 – Laque 1	11	COVNM Poussières	Continue Annuelle	
	Extraction base 2 – Laque 2	12	COVNM Poussières	Continue Annuelle	
	Extraction vernis – Laque 1	13	COVNM Poussières	Continue Annuelle	
	Extraction vernis – Laque 2	14	COVNM Poussières	Continue Annuelle	
	Amont oxydateur laque 1	/	COVNM	Continue	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 1 (cheminée 1)	16	COVNM NOx CH4 CO	Continue Semestrielle Semestrielle Semestrielle	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 1 (cheminée 2)	17	COVNM NOx CH4 CO	Continue Semestrielle Semestrielle Semestrielle	
	Amont oxydateur laque 2	/	COVNM	Continue	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 2 (cheminée 1)	19	COVNM NOx CH4 CO	Continue Semestrielle Semestrielle Semestrielle	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 2 (cheminée 2)	20	COVNM NOx CH4 CO	Continue Semestrielle Semestrielle Semestrielle	
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage – Laque 1	21	COVNM Poussières	Semestrielle Annuelle	
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage – Laque 2	22	COVNM Poussières	Semestrielle Annuelle	

	Extraction laque 1	convection	-	23	COVNM	Semestrielle	
					Poussières	Annuelle	
	Extraction laque 2	convection	-	24	COVNM	Semestrielle	
					Poussières	Annuelle	

**ces émissaires et émissions sont cités pour mémoire, ils sont réglementés au travers des prescriptions relatives aux installations de combustions opposables aux installations.*

Les débits et vitesse d'éjection sont mesurés avec chaque campagne de mesure sur l'ensemble des émissaires contrôlés, et en continu lorsque les émissaires sont équipés de dispositifs de mesure en continu. Les dispositifs de mesures en continu devront être mis en œuvre 6 mois à compter de la signature du présent arrêté.

Concernant les rejets en COV des installations liées à l'activité d'application de revêtement sur véhicules, la vérification du respect de la valeur limite en flux spécifique doit faire l'objet, par l'industriel, d'une autosurveillance des rejets par mesure et bilan matière mensuel prenant en compte à minima:

- les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés (bains de cataphorèse, mastics, produits d'étanchéité, apprêts, laques, produits de protection, ...), y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage,
- les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors des usines,
- les quantités de solvants éliminés dans l'atmosphère.
- la nature et quantité employées de solvants à phrases de risques spécifiques ou appartenant à l'annexe III de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998.

L'inspection des installations classées devra disposer des résultats correspondants, rapportés au nombre de véhicules fabriqués et de m² revêtus, dans les délais prévus par l'article 4.2 du présent arrêté.

Concernant les mesures en continu en COVNM et conformément à la circulaire du 17 décembre 1998 susvisée, il est possible pour l'exploitant (à l'exception des mesures en continu amont/aval liées aux oxydateurs thermiques) de la remplacer par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions, afin d'établir le bilan de matière mensuel précité. Dans ce cas de figure il appartient à l'exploitant de mettre en place une mesure semestrielle pour les émissaires concernés afin de pouvoir confirmer la corrélation prédéfinie.

Pour le traitement thermique des effluents gazeux, la température dans la chambre de combustion est mesurée en continu. Un système d'alarme est associé à cette surveillance, pour les cas où les températures sortent de la fenêtre de température optimale prédéfinie par l'exploitant sur la base des données constructeur de l'équipement.

Article 9 – ACTUALISATION DE L'ÉTUDE D'INCIDENCE ENVIRONNEMENTALE DU SITE (IMPACT SANITAIRE ET QUALITÉ DE L'AIR)

Dans un délais d'un an à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant transmet une actualisation de son étude d'incidence environnementale notamment en ce qui concerne l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) des émissions atmosphériques de son site (en référence notamment aux ICPE identifiées dans l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 susvisé). Cette actualisation prendra en considération les hypothèses de fonctionnement représentatives du fonctionnement de ses installations, ainsi que les maxima atteints par les valeurs limites fixées en concentration en flux fixés par le présent arrêté. La mise à jour de l'évaluation est réalisée en application des principes de la circulaire du 09/08/13 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées sou-

prises à autorisation, et des guides en vigueur notamment le guide INERIS « Evaluation de l'état des milieux et risques sanitaires » de juillet 2021.

L'exploitant s'attachera à travers cette EQRS à proposer des concentrations et flux (horaires et annuels) acceptables pour chacune des installations listées à l'article 1 du présent arrêté et pour à minima l'ensemble des paramètres listés à l'article 6.5 du présent arrêté. Plus globalement il réalisera ce travail (de manière analogue) pour l'ensemble des installations de son site décrites aux travers de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 susvisé et l'ensemble des arrêtés préfectoraux complémentaires réglementant les installations. Il devra compléter ces substances par toute substance jugée pertinente en lien avec les activités du site. L'exploitant s'attachera par ailleurs à proposer des vitesses d'éjection minimales permettant une bonne dispersion atmosphérique des polluants émis, et proposera une fréquence d'autosurveillance adaptée aux émissions et aux enjeux.

Cette étude s'attachera par ailleurs à développer un opus « étude d'impact sur la qualité de l'air » afin à terme de pouvoir réviser au besoin les valeurs limites d'émissions opposables aux installations vis-à-vis des paramètres faisant l'objet d'une contrainte réglementaire spécifique au travers de l'article R221-1 du code de l'environnement.

Article 10 – DÉCHETS

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« Les dispositions relatives à la gestion des déchets de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 susvisé ou tout autre arrêté venant le remplacer sont applicables.

Concernant les activités spécifiques de traitement de surface, et d'application peinture, l'exploitant

- Utilise des conteneurs consignés afin de diminuer les volumes de déchets d'emballages.
- Obtient des siccités supérieures à 35% dans les boues issues du filtre presse en place sur la station de prétraitement des effluents aqueux du site.
- Met en place un suivi rigoureux de la concentration en réactif de ses bains de traitement de surface, afin de s'affranchir des effets de surdosage.
- Met en place des laveurs d'air en circuit fermés pour les cabines de peinture.
- Stocke les déchets contenant des solvants, comme les chiffons contaminés et les résidus à base de solvants, dans des conteneurs fermés et étanches.
- Revalorise les solvants présents dans les purges des cabines de peintures laques.

Les types de déchets issus des activités peinture et traitement de surface sont principalement :

- des déchets de solvants (140603* - quantité maximale sur site 50m³ – quantité maximale produite par an : 80 tonnes)
- des restes de peinture et vieilles peintures ne respectant plus les spécifications (080115* / 080119* / 080409* - quantité maximale produite par an : 550 tonnes - quantité maximale sur site 50 m³)
- des emballages souillés non repris (150110* - quantité maximale 25 tonnes par an)

Les codes déchets mentionnés ci-dessus sont donnés à titre indicatif pour le travail de contrôle de l'inspection, d'autres déchets peuvent être générés par le pôle mécanique. Cette liste doit permettre de déceler une dérive de la gestion des déchets de l'unité Peinture. Les quantités en revanche sont fixées, en cas de génération de nouveaux déchets dangereux à

hauteur des quantités indiquées ci-dessus, l'exploitant devra soit mentionner la correspondance au code mentionné ici, soit en informer l'inspection par le biais de la transmission de la déclaration annuelle des émissions polluantes imposée par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé. »

Article 11 – RÈGLES D'AMÉNAGEMENT

Les dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« Généralités:

A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins. En particulier, une bande de roulement de 4 mètres de large répondant aux caractéristiques des voies échelles, doit pouvoir desservir en totalité les façades du bâtiment.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

Installations mettant en œuvre du gaz naturel :

L'exploitant met en œuvre les barrières de sécurité (organisationnelles et techniques) telles que décrites dans l'étude de dangers de son installation.

Par ailleurs :

- Aucune installation n'est implantée en sous-sol.
- Des vannes de sectionnement automatique sont implantées sur chaque ligne d'alimentation gaz et assurent la coupure de l'alimentation de la zone concernée. Au niveau des ateliers, ces vannes sont implantées avant le local concerné assurant ainsi leur possible fermeture de façon extérieure, ce principe étant appliqué en cascade jusqu'à l'arrivée de la canalisation à l'extérieur du bâtiment.
- Des systèmes de sectionnement, situés à l'extérieur des locaux dans lesquels sont implantées des installations mettant en œuvre du gaz naturel, doivent permettre d'exclure le risque d'accumulation importante en cas de fuite en déclenchant la fermeture de l'alimentation au niveau du poste de détente le plus proche. Les canalisations extérieures, alimentant les ateliers depuis les postes de livraison GRTGaz, sont au maximum enterrées sur toute la longueur de leur parcours et réalisées sans brides ni raccords. A défaut elles sont situées sur rack à une hauteur permettant une bonne diffusion des gaz afin d'éviter la formation d'un nuage explosif.
- Les canalisations situées à l'intérieur des bâtiments doivent répondre aux normes de construction, d'épreuve et de contrôle pour ce type d'installation et sont protégées contre la corrosion (protection cathodique pour les parties enterrées). Un grillage avertisseur est mis en place lors du rebouchage des tranchées. Une glissière de protection

est installée autour des systèmes extérieurs de filtration-détente situés à proximité des voies de circulation.

- En cas de rupture de l'alimentation générale, les installations concernées sont mises à l'arrêt, la coupure du réseau s'effectuant au niveau du poste de livraison. »

Article 12 – ACTUALISATION DE L'ÉTUDE DE DANGER

Les dispositions de l'article 14.5 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« Dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet l'actualisation de l'étude de danger du bâtiment SA44 conformément à l'arrêté du 29 septembre 2005. Cette actualisation devra notamment intégrer :

- une liste exhaustive des scénarios envisageables dans les installations mentionnées à l'article 1,
- les modélisations des scénarios retenus dans l'analyse détaillée des risques,
- la liste précise des mesures de maîtrise des risques appliquées aux divers scénarios et installations visant à rendre compatible les risques de l'exploitation de l'atelier Peinture avec les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement,
- un calcul des besoins en eaux d'extinction incendie associé à ces installations, ainsi que les volumes nécessaires à leur confinement.

L'exploitant se basera en outre sur les méthodologies définies dans la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, ainsi que sur les guides établis par l'INERIS à ce sujet. »

Article 13 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS D'APPLICATION / SÉCHAGE DE PEINTURE

Les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« ARTICLE 17 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS D'APPLICATION / SÉCHAGE DE PEINTURE :

Article 17.1.– Règles d'implantation

Toute opération d'application ou de séchage de peinture à base de liquides inflammables doit être effectuée dans une enceinte, exclusivement réservée à cet usage et suffisamment ventilée, de façon à éviter :

- toute accumulation de vapeurs explosives,
- que les vapeurs puissent se répandre dans les locaux et ateliers attenants.

Lorsque des opérations de séchage ont lieu dans une enceinte où peuvent également être effectuées des opérations d'application de peinture, un délai suffisant doit être observé entre la fin des opérations d'application de peinture, et la mise en service du dispositif de chauffage afin de permettre un préséchage à température ambiante assurant l'évacuation de la plus grande partie des solvants.

Dans les installations automatisées à chaîne continue, d'application et de séchage, cuisson ou polymérisation, les différentes enceintes doivent être séparées entre elles par l'intermédiaire

de tunnels ou "sas" de longueur suffisante pour permettre un préséchage des peintures appliquées et largement ventilés de telle sorte que les vapeurs émises dans les enceintes de séchage ne puissent pas se répandre dans les enceintes d'application et vice versa.

De plus, lorsque les opérations de séchage et d'application par pulvérisation ou au trempé de peintures à base de liquides inflammables sont effectuées dans des locaux exclusivement affectés à cet usage, les éléments de construction (murs, parois, couvertures, ...) desdits locaux doivent être conçus pour limiter les effets d'une explosion éventuelle et être réalisés en matériaux incombustibles et résistants au feu ; le sol de ces locaux doit être incombustible et étanche.

Les portes de ces locaux, au nombre de deux au moins, doivent être munies de rappels autonomes de fermeture ; elles doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie et être dépourvues de dispositif de condamnation (serrures, verrous, ...). Les locaux adjacents doivent avoir des issues de dégagement indépendantes.

Article 17.2.– Règles de construction

Tous les éléments fixes de construction (parois, plafond, sol, ...) ou mobiles (portes, rideaux de fermeture, ...) des enceintes d'application ou de séchage doivent être en matériaux de catégorie A2s1d0.

Il doit en être de même des conduits de ventilation et des cheminées d'extraction, lesquels ne doivent pas de par leur installation nuire aux conditions de sécurité environnantes ; dans tous les cas quand une gaine ou un conduit traverse une paroi, la traversée de cette paroi ne doit pas rompre le degré de résistance au feu de ladite paroi.

Les caillebotis doivent être amovibles et en matériaux de catégorie A2s1d0. Les filtres secs doivent être au minimum en matériaux de catégorie Cs1d0.

De plus, toute cabine d'application par pulvérisation doit présenter un degré de stabilité au feu d'une heure à moins de posséder une installation automatique de détection d'incendie.

Les enceintes d'application ou de séchage sont séparées des générateurs d'air chaud fonctionnant à l'aide d'un combustible gazeux soit par l'intermédiaire de plancher ou de cloisons incombustibles et coupe feu de degré une heure soit par une distance minimale de 10 mètres.

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les cabines d'application / séchage sont séparées des installations stockant des matériaux ou des produits inflammables et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts,
- soit par un mur séparatif coupe-feu de degré 2 heures. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Article 17.3.– Règles d'exploitation

Les cabines sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

L'exploitant met en place une procédure visant au bon entretien de ces installations qui inclut notamment le remplacement régulier des filtres.

Des consignes adaptées aux risques et spécifiques aux installations doivent être mises en place et porter à connaissance des opérateurs, par la mise en place d'affichage à proximité des portes d'entrées de ces installations.

Les installations d'application peintures font l'objet de consignes de sécurité et d'exploitation spécifique.

Article 17.4 – Mesure de Maitrise des risques

Au vu des risques spécifique liés à ces installations, et en sus des dispositifs liés à la sécurité décrits dans le titre III. Les installations d'application Peinture de l'atelier sont équipés entre autre :

- de dispositifs d'extinction d'incendie automatiques utilisant un agent d'extinction compatible avec les produits présents et asservis à une détection adaptée aux risques (fumées et/ou flammes et/ou chaleur...).
- de trappes de désenfumage suffisamment dimensionnées, ne pouvant s'ouvrir que postérieurement à l'opération d'extinction automatique, conforme à la réglementation en vigueur,
- de pistolets d'application et d'un convoyage des caisses asservies au fonctionnement des extractions d'air,
- d'un convoyage des caisses et de vannes de sectionnement gaz, asservis aux détecteurs de flammes sur les brûleurs pour les étuves de séchages.

Ces dispositifs sont vérifiés a minima annuellement.

Article 14 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE ENTERRE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Les dispositions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« ARTICLE 18 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE E TERRE DE LIQUIDES INFLAMMABLES :

Les stockages de liquides inflammables liés à l'exploitation de l'atelier Peinture et dont les localisations sont reprises dans l'annexe 1 du présent arrêté, respectent les dispositions de l'arrêté du 18/04/08 relatif relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

Article 15 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE ENTERRE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Les dispositions de l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes.

« ARTICLE 19 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGES AE-RIENS PAR PETITE CONTENANCE (inférieure à 3m³) DE LIQUIDE INFLAMMABLES (rubrique 4331):

Article 19.1 – Règles d'aménagement

Les locaux abritant un stockage de liquides inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures sont construites en matériaux de classe A2s1d0,
- la structure est R 60,
- les murs séparatifs entre une cellule de liquides inflammables et un local technique (hors chaufferie et local de charge de batteries des chariots) sont REI 120,
- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de liquides inflammables. Ces bureaux et locaux sociaux peuvent être situés à une distance inférieure à 10 mètres s'ils sont isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont REI 120, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses,
- Le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1fl,
- Les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs (par exemple baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques, portes et tuyauteries) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique. Ce dispositif est également manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont à une classe de durabilité C2.

Aucune tuyauterie de gaz inflammable n'est présente dans les cellules de stockage de liquides inflammables.

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.

Les produits stockés en masse (notamment en sac, récipient ou palette) forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :

- la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés ;
- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;
- la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres.

Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en paletiers.

A l'exception des paletiers couverts d'une peinture époxy, les équipements métalliques fixes sont reliés par un réseau de liaisons équipotentielles qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou à l'origine d'un courant de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de

l'installation en cause.

Le chauffage artificiel du local Laque ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique, air chaud pulsé ou un autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Article 19.2 – Règles d'exploitation

L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des liquides pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs :

- sont étanches en position fermée aux liquides susceptibles d'être retenus ;
- sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;
- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.

La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.

Les tuyauteries, robinetteries et accessoires sont conformes aux normes et codes en vigueur lors de leur fabrication, sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Pour les organes de sectionnement à fermeture manuelle, le sens de fermeture est signalé de manière visible.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément à des règles définies par l'exploitant, sans préjudice des exigences fixées par le code du travail.

L'exploitant tient à jour un inventaire des stocks par cellule de liquides inflammables, indiquant la nature et la quantité des liquides inflammables détenus et auquel est annexé un plan général des stockages.

L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours.

Les récipients mobiles portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Les installations de stockages de liquides inflammables font l'objet de consignes de sécurité et d'exploitation spécifiques.

Article 19.3 – Mesure de Maîtrise des risques

En sus des dispositions prévues à l'article 14, l'exploitant installe dans ces stockages:

- des dispositifs de détection automatique d'incendie adaptée aux risques (fumées et/ou flammes et/ou chaleur...) avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules de liquides inflammables, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment,
- des dispositifs d'extinction d'incendie automatiques utilisant un agent d'extinction compatible avec les produits présents et asservis à la détection adaptée aux risques,
- un arrêt d'urgence à l'entrée de la centrale laque (interne et externe),

- des trappes de désenfumage suffisamment dimensionnées.

Ces dispositifs sont vérifiés a minima annuellement. »

Article 16 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 17 : SANCTIONS

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 18 : DIFFUSION

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives des mairies de Rixheim et Sausheim pour y être consultée. Un extrait est affiché dans les dites mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Rixheim et Sausheim. Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 19 : TRANSMISSION À L'EXPLOITANT

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 20 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction selon l'article R181-50 du code de l'environnement.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Strasbourg :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- L'affichage en mairie ;
- La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 20 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, les maires de Rixheim et Sausheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société PEUGEOT - CITROËN MULHOUSE SNC.

À Colmar, le 30 mars 2023

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Christophe MAROT

ANNEXE 1 : plan de la localisation des ICPE de l'unité Peinture



ANNEXE 2 : plans de l'unité avec émissaires atmosphériques





